

Unité départementale de la Marne

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Parc technologique Henri Farman

10 rue Clément Ader

51 100 REIMS

Reims, le 5 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUN DESHY

ROUTE DE POGNY
51240 Francheville

Références : D1 i 2024 522

Code AIOT : 0005701706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2024 dans l'établissement SUN DESHY implanté Route de Pogny 51240 Francheville. L'inspection a été annoncée le 14/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUN DESHY
- Route de Pogny 51240 Francheville
- Code AIOT : 0005701706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUN DESHY exploite sur la commune de Francheville une usine de déshydratation de fourrage (luzerne et pulpes de betterave) destiné à l'alimentation animale. La capacité de production du site est de 1000 tonnes par jour, ce qui soumet le site à la directive européenne IED.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «Faits sans suite administrative»;
- «Faits avec suites administratives»: les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- «Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète»: dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance réglementaire	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 9.2.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Paramètres de la surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Demande d'action corrective	3 mois
7	Action corrective	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Circuit ouvert refroidissement	AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 1, 2 et 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Équipements de l'installation	AP Complémentaire du 14/03/2018, article 2	Sans objet
4	Teneur en soufre du combustible	AP Complémentaire du 14/03/2018, article 4	Sans objet
6	Respect des concentrations d'émissions	AP Complémentaire du 03/03/2022, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de lever la mise en demeure du 14 septembre 2023 relatif au circuit ouvert de refroidissement.

Les constats ont montré des non conformités sur les surveillances réglementaires, notamment le paramètre poussière et la rédaction des rapports de contrôle du laboratoire agréé. Par ailleurs, l'exploitant doit justifier des dépassements des valeurs limites d'émissions (VLE) pour chaque campagne de mesure.

Étant donné le suivi rigoureux, et l'implication de l'entreprise sur ce sujet, l'inspection propose une lettre de suite au préfet avec un délai de trois mois.

Par ailleurs, l'inspection a relevé des absences d'information sur les émissaires canalisés recensés tel que les débits ou vitesse minimale. Une demande de mesure sur des émissaires dans un délai de 6 mois est formulée afin d'avoir la vision globale des rejets atmosphériques du site.

De plus la livraison récente du charbon en juin 2024 ne permet pas à l'exploitant de fournir les résultats d'analyse de teneur en soufre. Ce document sera transmis dans un délai de trois mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Circuit ouvert refroidissement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 1, 2 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Circuit ouvert refroidissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 : La société SUN DESHY, dont le siège social est situé Route de Pogny à Francheville (51 240), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à cette même adresse, de : - justifier de l'arrêt du fonctionnement en circuit ouvert du condenseur ; - et ce, conformément aux dispositions de l'article suivant.</p> <p>Article 2 : La société SUN DESHY est tenue de se conformer aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 et de l'article 4.1.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 juillet 2013 :</p> <p>Article 14 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 : « L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral. »</p> <p>Article 4.1.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 juillet 2007 : « [...] Le refroidissement en circuit ouvert est interdit. »</p> <p>Article 3 : La société SUN DESHY est tenue de respecter les dispositions de l'article 2 pour le 30 septembre 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 22 décembre 2023, l'exploitant a informé l'inspection : - de la coupure du circuit ouvert fin septembre 2023,</p>

- de la mise hors service du groupe production de froid concerné en fin octobre 2023
- de la commande du groupe froid en fin février 2024
- de la mise en fonctionnement du groupe fin avril 2024.

L'inspection a constaté le jour de la visite que le groupe froid en place fonctionnait en circuit fermé et qu'il n'y avait aucun écoulement d'eau provenant de cette installation.

Ce constat permet de lever la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Équipements de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/03/2018, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Équipement

Prescription contrôlée :

Le tableau suivant identifie les différentes émissions canalisées et fixe les conditions générales de fonctionnement :

N° Conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse d'éjection maximale en m/s	Système de traitement
1	Condenseur n°1	25	1,59	115 000	16	Cyclone
2	Condenseur n°2	25	1,54	110 000	16	Cyclone
3	Concentrateur (évaporateur de sérum)			/	/	Non utilisé
4	Four chaîne charbon 1 (CC1)	25	1,6	100 00	13	Cyclone
5	Four chaîne charbon 2 (CC2)	25	1,5	85 000	13	Cyclone
6	Four chaîne lignite (CL)	25	1	Non significatif	0	Exhaure secours
7	Secours 1			Non significatif	0	Exhaure secours
8	Secours 1 bis			Non significatif	0	Exhaure secours
9	Secours 2			Non significatif	0	Exhaure secours
10	Secours 2 bis			Non significatif	0	Exhaure secours
11	Secours CL			Non significatif	0	Exhaure secours
12	Broyeur CC1	16	1,28	90 000	/	Filtre à manche

13	Broyeur CC2	16	1,35	80 000	/	Filtre manche à
14	Broyeur CL	16	1,2	30 000	/	Filtre manche à
15	Refroidisseur granulation 1,2,3			Non significatif		
16	Refroidisseur granulation 4			Non significatif		
17	Refroidisseur granulation 5			Non significatif		
18	Sécurité filtre CC1			Non significatif		
19	Sécurité filtre CC2			Non significatif		
20	Sécurité filtre CL			Non significatif		
21	Sécheur basse température (composé de 22 émissaires)	8	1,4	80 000	/	

Article 57 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 :

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.

Constats :

L'inspection a constaté que :

- le conduit 3 n'est plus utilisé depuis 2010,
- les refroidisseurs et sécheurs manquent d'informations sur les débits associés.

Afin de pouvoir caractériser l'importance de ces canalisations (débit, concentration et flux), il est demandé de réaliser des mesures représentatives de rejets atmosphériques sur :

- les installations n°15 : Refroidisseur granulation 1,2,3,
- un émissaire du point n°21 : sécheur basse température (composé de 22 émissaires).

Par ailleurs, la rédaction de l'arrêté préfectoral indique une vitesse maximale de 16 m/s, ce qui n'est pas une écriture adaptée par rapport à l'arrêté ministériel du 02/02/98.

Ces éléments devront faire l'objet de modification pour respecter la prescription de l'arrêté ministériel

La liste des différentes émissions canalisées sera à mettre à jour dans un prochain arrêté préfectoral suite aux résultats des analyses demandées

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser des mesures de rejets pour les paramètres Poussières totales et COV totaux sur les installations n°15 et n°21 dans un délai de 6 mois. Le délai

est justifié par le temps de l'étude et de travaux pour la réalisation de prélèvements sur ces cheminées. Ces mesures seront à réaliser par un organisme agréé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance réglementaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 9.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance réglementaire

Prescription contrôlée :

Les émissions de poussière des fours sécheurs doivent être mesurées tous les mois pendant la période d'activité sur toutes les émissions aériennes canalisées. Les émissions de CO₂, NO_x et SO₂ issues des fours sécheurs sont mesurées une fois par an par ligne et par produit sur toutes émissions aériennes canalisées.

Une mesure de rejet pour les quatre paramètres visés à l'article 3.2.3 du présent arrêté, est réalisée une fois par an et par type de produit séché. Les mesures des rejets de chaque type de produit sont réalisées avec l'un ou l'autre des sécheurs en marche chaque année. L'exploitant organise la surveillance pour que les 2 sécheurs soient chaque année concernée par au moins une mesure. Les mesures de rejets réalisées pour un produit donné avec l'un des sécheurs sont effectuées l'année suivante, pour ce même produit, avec l'autre sécheur.

Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé. Les mesures doivent être effectuées suivant les méthodes définies par les normes en vigueur. Un bilan annuel des rejets et des teneurs en soufre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20MW, les exploitants déclarent les rejets annuels dans l'atmosphère des polluants suivants : oxyde d'azote, protoxyde d'azote, oxyde de soufre, dioxyde de carbone, méthane et poussières totales, quelle que soit la masse rejetée.

Constats :

Les rapports des mesures de poussières des fours sécheurs du mois de mai et de juin 2024 réalisées par la société ACN (organisme non agréé) ont pu être consultés et ces derniers répondent à la prescription. Les mesures de concentration de poussières ne dépassent pas les valeurs limite d'émissions (VLE) prescrites.

L'exploitant a présenté les rapports de mesures annuelles de 2023 et déclare que les prochaines mesures de rejets annuels de 2024 sont prévues pour le mois de juillet 2024. Elles seront réalisées par la société APAVE.

L'exploitant ne réalise pas d'autres mesure de poussières sur les fours sécheurs que celles effectuées par la société ACN. Cette dernière n'étant pas agréée, il convient de réaliser une fois par an une mesure de poussières sur les fours sécheurs par une autre société qui elle est agréée. Néanmoins, vu le suivi consciencieux, la conformité des mesures mensuelles, et la réactivité de l'exploitant, l'inspection propose une lettre de suite préfectorale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire réaliser une mesure de poussières sur les fours sécheurs par un organisme agréé dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Teneur en soufre du combustible

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/03/2018, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Teneur en soufre du combustible

Prescription contrôlée :

<p>Afin de limiter les rejets en dioxyde de soufre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la teneur en soufre du charbon est limitée à 0,65% en moyenne annuelle sans dépasser 0,8% (sur brut) - la teneur en soufre du lignite est limitée à 0,35% en moyenne annuelle sans dépasser 0,4% (sur brut)[...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 4 juin 2024 deux rapports d'analyse du 11 août 2022 sur le charbon acheté. Les teneurs de soufre sont entre 0,56 % et 0,59 % à sec.</p> <p>L'exploitant déclare que le dernier lot d'environ 1000 tonnes de charbon acheté date de juin 2024. Des prélèvements pour analyse ont été réalisés à cette occasion par la société SOCORE. A la réception des résultats d'analyse il les fera parvenir à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les résultats d'analyses de teneur en soufre du lot de charbon acheté en juin 2024 sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : paramètres de la surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, paramètres de la surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 58 de l'AM du 02/02/98 :</p> <p>II.- Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. [...]</p> <p>III.- Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...]</p> <p>Annexe II de l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère</p> <p>b) Nombre de mesurages :</p> <p>En dehors de la réalisation d'un contrôle QAL2 ou d'un test de surveillance annuel (AST), pour tout contrôle réglementaire des émissions dans l'atmosphère des installations classées pour la protection de l'environnement, chaque mesurage est répété au moins trois fois, sauf :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas des dioxines-furanes ; - dans le cas des polluants pour lesquels la méthode de mesurage comprend une phase de prélèvement sur site et d'analyse des supports de prélèvement en laboratoire, et pour lesquels des concentrations inférieures ou égales à 20 % de la valeur limite d'émission réglementaire sont attendues, sur la base des résultats fournis dans le rapport relatif au contrôle réglementaire précédent. Le laboratoire en produit la preuve à travers le rapport de caractérisation de l'installation lors du contrôle réglementaire précédent. [...] <p>Annexe IV de l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère</p> <p>2-c) Contenu du rapport :</p> <p>Les éléments à fournir dans le rapport d'essais concernent à la fois l'installation contrôlée, les méthodes de mesurage mises en œuvre et les résultats des mesurages. Le rapport comprend a minima : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de fonctionnement de l'installation pendant les essais nécessaires à une interprétation des résultats (nature des produits d'entrée et produits finis, et/ ou la nature du combustible dans le cas des installations de combustion, conditions de fonctionnement : charge

<p>nominale, maximale, particulière ; quelles machines sont reliées aux conduits et si elles sont en fonctionnement) ; les conditions sont consignées dans le tableau récapitulatif et/ ou dans un chapitre dédié du rapport.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le rapport APAVE N° 100097456-001-1 de la campagne du 12 au 13 décembre 2023, les conditions de fonctionnement lors des essais ont bien été fournies et ont été reprises dans le tableau de synthèse.</p> <p>Ce rapport indique une seule mesure pour le condenseur 1 de HCl, de COV CMR (benzène) et annexe III suivant la prescription de l'AM susvisé, indiqué dans le rapport au 4.3 (page 18). Le rapport précédent N° 1000097455-001, dont les prélèvements ont été réalisés du 8 au 10 août 2023 montre des mesures de HCl à 70 % de la VLE en concentration (dépassement en flux horaire) et 98 % pour le Benzène. Ainsi la prescription de l'arrêté ministériel de 2010, qui s'applique aux laboratoires agréés n'est pas respectée par le prestataire. L'exploitant expose à l'inspection la méthode de détermination des mesurages par un devis en début d'année qui ne permet pas de modification durant la période de contrat.</p> <p>Les rapports de contrôle de la société APAVE présentés N° 1000097455-001 de la campagne du 08 au 10 août 2023 et N° 100097456-001-1 de la campagne du 12 au 13 décembre 2023 ne satisfont pas les prescriptions de l'AM de 2010. En effet, des erreurs d'unité apparaissent dans ces rapports comme à la page 6 du rapport de la campagne d'août 2023 pour le paramètre naphtalène.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de modifier le rapport de mesure N° 100097456-001-1 de la campagne du 12 au 13 décembre 2023 pour supprimer les anomalies constatées et de le lui transmettre dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Respect des concentrations d'émissions

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2022, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des concentrations d'émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les points n°1-2-4-5:</p> <p>[...]</p> <p>HCl : 30 mg/Nm³</p> <p>[...]</p> <p>Cd+Hg+Tl : 0,03 mg/Nm³</p> <p>As+Se+Te : 0,2 mg/Nm³</p> <p>Pb : 0,3 mg/Nm³</p> <p>Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn : 1,5 mg/Nm³</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la lecture du rapport de contrôle de la société Apave du 08/08/2023 au 10/08/2023, plusieurs écarts ont été relevés :</p> <p><u>Exhaure CC1 (conduit 4) :</u>concentration en poussières le 1er semestre à 211mg/Nm³ pour une valeur autorisée à 200mg/Nm³</p> <p>Concentration de Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn le 1ier semestre à 2,692mg/Nm³</p> <p>Pour les paramètres des métaux détaillés, les mesures respectent les VLE.</p> <p>L'inspection constate que plusieurs dépassements des VLE ont été identifiés lors du contrôle d'août 2023. Néanmoins ces dépassements ne se sont pas reproduits lors des mesures de</p>

décembre 2023
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Action corrective

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Action corrective
Prescription contrôlée : IV. - Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Les non conformités relevées par les mesures réalisées en août 2023, indiquées dans le rapport du laboratoire d'APAVE, n'ont fait l'objet ni d'analyse, ni de plan d'actions permettant de pallier aux dépassements des VLE. Étant donné que le rapport de contrôle de décembre de 2023 ne relève plus de non-conformité, l'inspection propose une lettre de suite préfectorale.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir à l'inspection une analyse pertinente des différents dépassements des VLE des rapports 2023 ainsi qu'un plan d'actions, si les dépassements persistent, dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois